MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS
LA HAYE

CONVENTION SUPPRIMANT L'EXIGENCE DE LA LÉGALISATION DES ACTES PUBLICS ÉTRANGERS
(La Haye, le 5 octobre 1961)

Notification conformément à l'article 15 de la Convention

DÉCLARATION

Chine, 18-04-2012

(Traduction)
Le bureau du Premier Secrétaire de l'Administration [du gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong ("RASHK") de la République populaire de Chine] a l'honneur d'informer [...] qu'afin de suivre la recommandation de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Apostille, les apostilles délivrées par le bureau du Service des apostilles de la Justice de la RASHK comporteront, à compter du 23 juillet 2012, la mention suivante en haut de texte, concernant les limites de leur effet:
"Cette Apostille ne certifie que la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi, et le sceau ou le timbre dont cet acte est revêtu. Elle ne certifie pas le contenu du document pour lequel elle a été émise."
Aucune autre modification que cet ajout ne sera apportée à l'Apostille.

AUTORITÉS

Espagne, 26-03-2012

(Traduction)
[...] les autorités et agents compétents désignés aux fins de délivrance de l'Apostille incluent:
1) Pour les documents administratifs:
a) les Secrétariats de la direction des tribunaux supérieurs de Justice (Secretarios de Gobierno de los Tribunales Superiores de Justicia) et des villes autonomes de Ceuta et Melilla, ou leurs suppléants, ainsi que les agents mandatés à cette fin, au sein du Secrétariat de la direction concerné;
b) le Chef de la division du ministère de la Justice habituellement compétente en matière d'information et d'aide aux citoyens, ou son suppléant, ainsi que leurs mandataires;
c) les Directeurs des bureaux régionaux (Gerencias Territoriales) du ministère de la Justice établis sur l'ensemble du territoire espagnol ou leurs suppléants, ou leurs mandataires, au sein desdits bureaux;
d) les Doyens des collèges notariaux ou ceux agissant en lieu conformément à la réglementation, ou les notaires publics mandatés à cette fin.

Les autorités et agents mentionnés dans le présent paragraphe peuvent, sans distinction, réaliser la légalisation simplifiée ou Apostille des documents mentionnés à l'article 1.2 du décret royal [... 1497/2011 du 24 octobre désignant les autorités et agents compétents en matière de légalisation simplifiée ou Apostille (Bulletin officiel de l'État n° 276 du 16 novembre 2011)], quel que soit le lieu de délivrance en Espagne de ces documents.
Conformément aux dispositions du décret royal, le terme « actes publics » désigne:
1. les documents émis par les organes de l'administration centrale et leurs agences publiques, ainsi que par les agences de gestion de la sécurité sociale, et les documents émis par toute agence publique, dont la compétence s'étend à l'ensemble du territoire espagnol;
2. les documents émis par les autorités et les agents des organes constitutionnels;
3. les documents émis par les autorités et les agents des administrations des Communautés autonomes et leurs agences publiques;
4. les documents émis par les autorités et les agents des organes des collectivités locales et leurs agences publiques;
5. les documents et certificats émis par les registres fonciers, commerciaux et des biens mobiliers, et, le cas échéant, par le Bureau d'enregistrement foncier et commercial d'Espagne.
2) Pour les documents judiciaires: les autorités suivantes ont compétence (sauf dans le cas prévu au paragraphe 4) pour réaliser la légalisation simplifiée ou Apostille des documents judiciaires, quel que soit le lieu de délivrance en Espagne desdits documents:
a) les Secrétariats de la direction des tribunaux supérieurs de Justice (Secretarios de Gobierno de los Tribunales Superiores de Justicia) et des villes autonomes de Ceuta et Melilla, ou leurs suppléants, ainsi que les agents mandatés à cette fin, au sein du Secrétariat de la direction concerné;
b) le Chef de la division du ministère de la Justice habituellement compétente en matière d'information et d'aide aux citoyens, ou son suppléant, ainsi que leurs mandataires;
c) les Directeurs des bureaux régionaux (Gerencias Territoriales) du Ministère de la Justice établis sur l'ensemble du territoire espagnol ou leurs suppléants, ou leurs mandataires, au sein desdits bureaux.
3) Pour les documents notariés: les Doyens des collèges notariaux ou ceux agissant en lieu conformément à la réglementation, ou les notaires publics mandatés à cette fin, quel que soit le lieu de délivrance en Espagne desdits documents.
4) Pour les documents émis par les instances ou les agents judiciaires de la Cour suprême et de la Haute Cour nationale: sont seuls compétents les Secrétariats de la direction (Secretario de Gobernio) des tribunaux ayant émis les documents concernés, ou leurs suppléants, ainsi que les agents mandatés à cette fin.
5) Pour les autres documents publics: au choix du demandeur, la légalisation simplifiée ou Apostille peut être réalisée par l'une des autorités mentionnées au paragraphe 1, sur support papier ou électronique.
De même, le chapitre II du décret royal susmentionné établit et réglemente le format et l'enregistrement de l'Apostille, sur support papier ou électronique.

La disposition transitoire unique dudit décret royal prévoit que pour les documents émis par le registre d'état civil l'Apostille sera établie conformément aux dispositions de l'article 2 (Apostille des documents judiciaires), et ce, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi 20/2011 du 21 juillet sur le registre d'état civil, et qu'elle le sera ensuite conformément à l'article 1 du décret royal (Apostille des documents administratifs).

Pays-Bas, le Royaume des, 02-03-2012

(Traduction)
Autorités compétentes pour Bonaire, Saint-Eustache et Saba (information additionnelle):
Le Gouverneur insulaire (Gezaghebber) ainsi que le Gouverneur insulaire intérimaire (waarnemend Gezaghebber) de Bonaire sont autorisés à signer les Apostilles sur les documents délivrés dans l'île de Bonaire.
Le Gouverneur insulaire (Gezaghebber) et le Gouverneur insulaire intérimaire (waarnemend Gezaghebber) de Saint-Eustache sont autorisés à signer les Apostilles sur les documents délivrés dans l'île de Saint-Eustache.
Le Gouverneur insulaire (Gezaghebber) et le Gouverneur insulaire intérimaire (waarnemend Gezaghebber) de Saba sont autorisés à signer les Apostilles sur les documents délivrés dans l'île de Saba.

Pays-Bas, le Royaume des, 21-03-2012

(Traduction)
Autorités compétentes pour Sint Maarten:
- Premier ministre, Ministre des Affaires générales
- Chef du service de l'état civil du Ministère des Affaires generals.

La Haye, le 16 mai 2012

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
THE HAGUE

CONVENTION ABOLISHING THE REQUIREMENT OF LEGALISATION
FOR FOREIGN PUBLIC DOCUMENTS
(The Hague, 5 October 1961)

Notification pursuant to Article 15 of the Convention

DECLARATION

China, 18-04-2012

The Office of the Chief Secretary for Administration [of the Government of the Hong Kong Special Administrative Region ("HKSAR") of the People's Republic of China] has the further honour to inform [...] that in order to follow the recommendation of the Special Commission on the Practical Operation of the Hague Apostille Convention, the Apostille Service Office of the Judiciary of the HKSAR will indicate the limit effect of an Apostille by inserting the following statement at the top of the Apostille with effect from 23 July 2012:
"This apostille only certifies the signature, the capacity of the signatory and the seal or stamp it bears. It does not certify the content of the document for which it is issued".
Apart from insertion of the statement mentioned above, there will be no other change to the Apostille.

AUTHORITIES

Netherlands, the Kingdom of the, 02-03-2012

Competent Authorities for Bonaire, Sint Eustatius and Saba (additional information):
Both the Island Governor (Gezaghebber) and the acting Island Governor (waarnemend Gezaghebber) of Bonaire are authorised to sign Apostilles on documents issued on the island of Bonaire.
The Island Governor (Gezaghebber) and the Acting Island Governor (waarnemend Gezaghebber) of Sint Eustatius are authorised to sign Apostilles on documents issued on the island of Sint Eustatius.
The Island Governor (Gezaghebber) and the Acting Governor (waarnemend Gezaghebber) of Saba are authorised to sign Apostilles on documents issued on the island of Saba.

Netherlands, the Kingdom of the, 21-03-2012

Competent Authorities for Sint Maarten:
- Prime Minister, Minister of General Affairs
- Head Civil Status Register Division of the Ministry of General Affairs.

Spain, 26-03-2012

[...] the competent officers and authorities designated for the purposes of the Apostille include:
1) For the Apostille of administrative documents, the following are designated:
a) Governance Secretaries of the High Courts of Justice (Secretarios de Gobierno de los Tribunales Superiores de Justicia) and the cities of Ceuta and Melilla, or their legal deputies, as well as the officers in whom the latter may delegate, within the respective Governance Secretariat;
b) The Head of the Unit of the Ministry of Justice in whom, at any particular time, the powers in the field of informing and attending citizens have been vested or whoever may substitute him legally, as well as those persons in whom these may delegate;
c) The Territorial Managers of the Territorial Management Bureaux (Gerencias Territoriales) that the Ministry of Justice has throughout Spain or their legal deputies, or those persons in whom the former may delegate, within the aforesaid Bureaux;
d) The Deans of the Notarial Colleges or those acting in lieu thereof pursuant to the regulations or other Public Notaries in whom the former may delegate.
The authorities and offices mentioned in this Section may carry out, without distinction, the single legislation or Apostille of the documents mentioned in Article 1.2 of the [...] Royal Decree [1497/2011, dated 24 October, designating the competent officers and authorities to carry out the single legislation or Apostille (Official State Gazette No. 276, dated 16 November 2011)], regardless of where in Spain such documents were issued.
Pursuant to the provisions contained in the Royal Decree, the following are deemed "public documents":
1. Documents issued by the bodies of the General State Administration and the Public Agencies thereof, the Social Security Management Agencies and those documents issued by any type of Public Agency whatsoever, with powers encompassing all of part of Spain;
2. Documents issued by officers and authorities of the Constitutional Bodies;
3. Documents issued by authorities and officers of the Administrations of the Autonomous Communities and the Public Agencies thereof;
4. Documents issued by authorities and officers of the bodies of Local Corporations and the Public Agencies thereof;
5. Documents and certificates issued by Land, Moveable Goods and Business Registries and, in the event, by the College of the Land and Business Registrar of Spain.
2) Apostille of judicial documents: The power to carry out the single legislation or Apostille on judicial documents, regardless of the place of issuance in Spain of such documents, is vested in the following authorities (except as provided in Paragraph 4 hereof):
a) Governance Secretaries of the High Courts of Justice (Secretarios de Gobierno de los Tribunales Superiores de Justicia) and of the Cities of Ceuta and Melilla, or their legal deputies, as well as the officers in whom the latter may delegate, within the respective Governance Secretariat;
b) The Head of the Unit of the Ministry of Justice in whom, at any particular time, the powers in the field of informing and assisting citizens have been vested or whoever may substitute him legally, as well as those persons in whom the former may delegate.
c) The Territorial Managers of the Territorial Management Bureaux (Gerencias Territoriales) that the Ministry of Justice has throughout Spain or their legal deputies, or those persons in whom the former may delegate, within the aforesaid Bureaux.

3) Apostille of notarial documents: The power is vested in the Deans of the Notarial Colleges or those acting in lieu thereof, pursuant to the regulations, or in those Public Notaries in whom the former may delegate, regardless of where in Spain such documents were issued.
4) Apostille of documents issued by judicial authorities or officers of the Supreme Court and the National High Court: Only the Governance Secretary (Secretario de Gobierno) of the relevant Court for documents issued by the Court in question or their legal deputies as well as the officers in whom the latter may delegate are competent.
5) Apostille of other public documents: the remaining public documents may be the object of the single legalisation or Apostille, at the citizen's choice and both on paper or electronically, by any of the authorities mentioned in Section 1 above.
Likewise, the aforesaid Royal Decree establishes and regulates in Chapter II, the form and register of the Apostille, whether on paper or in electronic format.
The Sole Transitional Provision of the aforesaid Royal Decree establishes that the Apostille of the documents issued by the Civil Register shall be regulated pursuant to the provisions contained in Article 2 thereof (Apostille of Judicial Documents) until the entry unto force of Act 20/2011, dated 21 July, on the Civil register, and shall be regulated thereafter by Article 1 of the Royal Decree (Apostille of Administrative Documents).

The Hague, 16 May 2012

The Depositary Notifications are accessible on the website of the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands at http://www.minbuza.nl/depositary